

QUELLES SONT LES RETOMBÉES SOCIALES DE L'ÉDUCATION ?

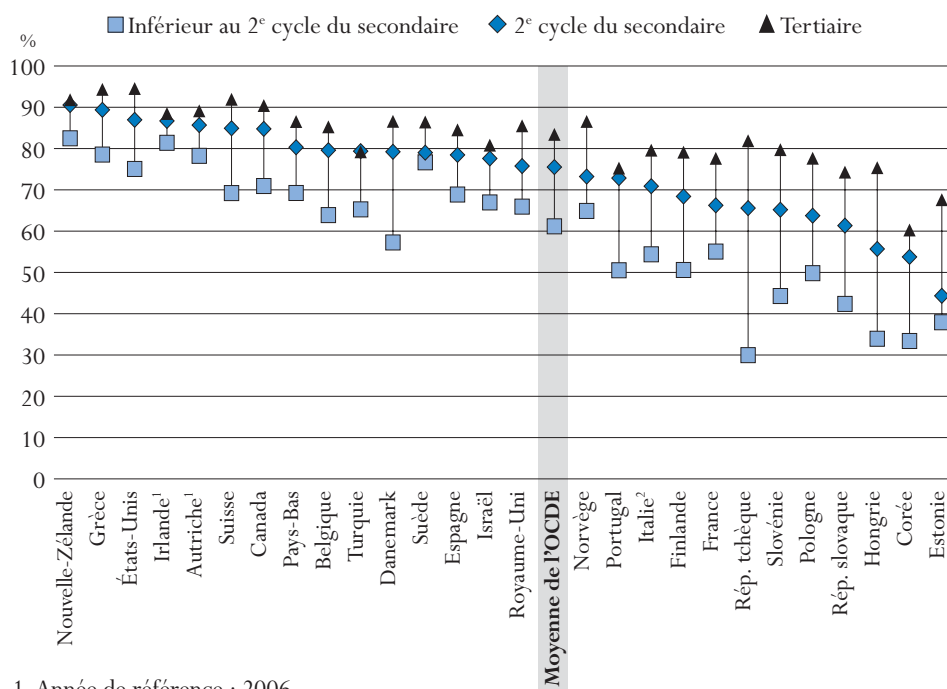
Cet indicateur analyse la relation entre le niveau de formation et certains aspects du bien-être social (les « retombées sociales ») dans 24 pays membres et 3 pays partenaires de l'OCDE. Il étudie trois de ces retombées : la perception de l'état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle. Il montre dans quelle mesure ces retombées varient selon le niveau de formation, avec et sans contrôle des différences individuelles de sexe, d'âge et de revenus.

Points clés

Graphique A9.1. Proportion d'adultes s'estimant en bonne santé, selon niveau de formation (2008)

Ce graphique montre la proportion d'adultes qui s'estiment en bonne santé parmi ceux dont le niveau de formation est : a) inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, b) égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et c) égal à l'enseignement tertiaire.

Il y a lieu d'interpréter ce graphique avec prudence, étant donné les biais (y compris culturels) significatifs qui ne sont pas à exclure entre les pays lorsque des individus rendent compte de leur état de santé. Ce graphique montre que le passage d'un niveau de formation au suivant a systématiquement un impact positif sur la perception de l'état de santé. L'impact est plus important et plus uniforme sur la perception de l'état de santé lors du passage du niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire au niveau égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire que lors du passage de ce niveau de formation au niveau de formation égal à l'enseignement tertiaire.



1. Année de référence : 2006.

2. Année de référence : 2004.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la proportion de diplômés du 2^e cycle de l'enseignement secondaire s'estimant en bonne santé.

Source : OCDE. Tableau A9.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eq2010).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

Autres faits marquants

- Il existe une corrélation positive entre le niveau de formation et la perception de l'état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle. En d'autres termes, les adultes dont le niveau de formation est plus élevé sont généralement les plus susceptibles de s'estimer au moins en bonne santé, de s'intéresser d'assez près à la politique et d'avoir le sentiment qu'ils peuvent faire confiance à la plupart des gens. L'impact de l'élévation du niveau de formation sur la perception de l'état de santé est plus important et plus uniforme lors du passage à un niveau égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire qu'à un niveau égal à l'enseignement tertiaire dans tous les pays considérés ici, si ce n'est en France, en Norvège et en Suède et, dans les pays partenaires, en Estonie. Dans l'ensemble, l'impact de l'élévation du niveau de formation sur l'intérêt pour la politique est plus important et plus uniforme lors du passage au niveau de formation égal à l'enseignement tertiaire qu'au passage au niveau de formation égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Ce type d'impact n'apparaît pas concernant la confiance interpersonnelle.
- Dans l'ensemble, le niveau de formation et les retombées sociales restent corrélés même si les variables de l'âge et du sexe sont contrôlées. La relation établie ne semble donc pas dépendre au premier chef des différences de niveau de formation entre les sexes ou entre les groupes d'âge. Ainsi, les jeunes adultes sont plus susceptibles d'avoir un niveau de formation plus élevé que leurs aînés. Le fait que les individus plus instruits sont plus nombreux à s'estimer en bonne santé pourrait être imputable à leur jeunesse relative, mais le niveau de formation et la perception de l'état de santé restent corrélés même après contrôle de l'âge.
- La corrélation entre le niveau de formation et les retombées sociales tend à perdre de son intensité si le revenu des ménages est contrôlé, ce qui donne à penser que le revenu compte parmi les variables explicatives de cette relation. Dans la plupart des pays toutefois, cette corrélation reste forte même après ajustement compte tenu du revenu des ménages. En d'autres termes, ce que les individus sont susceptibles d'acquérir au travers de l'apprentissage et de la formation – en l'occurrence des compétences et des qualités socio-émotionnelles et cognitives – pourrait largement contribuer à l'amélioration des retombées sociales, indépendamment de l'impact de l'éducation sur le revenu.

Contexte

La santé compte parmi les grandes priorités de l'action publique dans tous les pays de l'OCDE, comme en atteste la part relativement élevée du PIB qui lui est consacrée, 6.4 % en moyenne dans les pays de l'OCDE en 2007 (OCDE, 2009a). Cette part est nettement supérieure à celle dévolue au budget public de l'éducation, qui s'élève à 4.8 % (voir le tableau B2.4 dans l'indicateur B2). Le budget considérable de la santé a contribué à allonger l'espérance de vie, mais la nature des problèmes de santé évolue et la prévalence de troubles chroniques dégénératifs, tels que les maladies cardiaques, le diabète et la dépression, augmente. Pour lutter efficacement contre ces tendances, il faut aussi que les individus revoient leurs choix de vie – ce que les compétences cognitives et socio-émotionnelles acquises par l'apprentissage et la formation peuvent les aider à faire.

La cohésion sociale, qui se reflète souvent dans le degré d'engagement civique et social, est aussi un objectif important dans les pays de l'OCDE. Les pouvoirs publics constatent que les niveaux de citoyenneté active et d'intérêt pour la politique sont insuffisants, ce qui affecte le fonctionnement des institutions démocratiques et des processus politiques. L'éducation peut jouer un rôle de premier plan dans le maintien de la cohésion sociale car elle améliore les compétences cognitives, la perception des capacités personnelles et la résilience qui sous-tendent les interactions sociales et politiques.

Comme les éléments à l'appui de la contribution importante que l'éducation peut apporter à l'amélioration de ces retombées se multiplient, il est souhaitable que les décideurs politiques en charge de l'éducation, de la santé et de l'action sociale tiennent compte ensemble des retombées sociales de l'éducation.

Observations et explications

Niveau de formation et retombées sociales

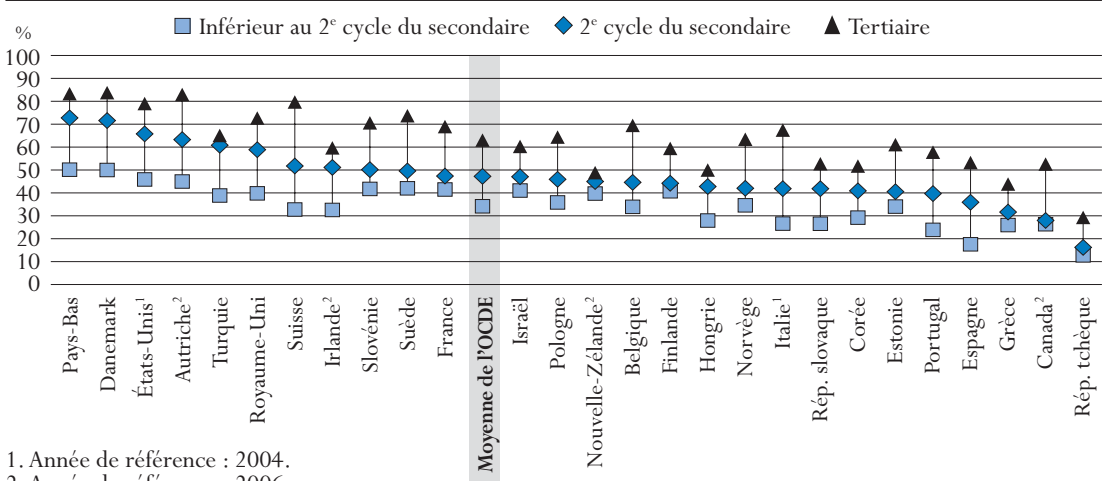
L'éducation peut avoir sur la vie des individus des répercussions qui ne se prêtent pas à une évaluation sur la base d'indicateurs économiques, tels que les revenus du travail (voir l'indicateur A7). La santé, la citoyenneté active, l'intérêt pour la politique, la criminalité et la joie de vivre sont autant d'impacts à classer dans la catégorie des retombées sociales. Cette édition de *Regards sur l'éducation* traite de trois retombées sociales sur lesquelles des microdonnées comparables sont disponibles dans un grand nombre de pays, à savoir la perception de l'état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle. Le niveau de formation est inclus dans ces trois séries de données, ce qui permet d'évaluer dans quelle mesure ces retombées sociales varient selon le niveau de formation.

L'éducation peut avoir un impact sur l'état de *santé* des individus, car elle peut les amener à choisir des modes de vie plus sains, à mieux gérer leurs problèmes de santé et à éviter les situations qui pourraient porter atteinte à leur santé – travailler dans des conditions dangereuses ou vivre dans le stress de la pauvreté, par exemple. L'éducation a un impact direct, dans la mesure où elle améliore les compétences des individus, leurs attitudes face au risque et leur efficacité personnelle, et un impact indirect, au sens où les revenus qu'elle leur procure les aident à vivre dans de meilleures conditions (d'alimentation, par exemple) et améliorent leur accès aux soins de santé.

L'éducation peut aussi contribuer directement à accroître *la citoyenneté et l'engagement politique* puisqu'elle est source d'informations et d'expériences pertinentes, et qu'elle dote les individus de compétences, de valeurs, d'attitudes et de convictions propices à la citoyenneté active. Quant à son influence indirecte dans ce domaine, elle tient à l'élévation du statut social des individus, qui facilite l'accès au pouvoir politique et social.

L'éducation peut influencer directement sur la *confiance interpersonnelle* de l'individu en l'aidant à mieux comprendre les valeurs de la cohésion sociale et de la diversité, et à les faire siennes. Elle contribue aussi indirectement à améliorer la confiance interpersonnelle dans la mesure où ceux dont le niveau de formation est élevé sont plus susceptibles de vivre et travailler aux côtés d'individus dont le niveau de formation est comparable au leur et dans un environnement moins touché par la criminalité et les comportements antisociaux. L'inverse vaut pour les individus dont le niveau de formation est peu élevé.

Graphique A9.2. Proportion d'adultes exprimant un intérêt pour la politique, selon le niveau de formation (2008)



1. Année de référence : 2004.

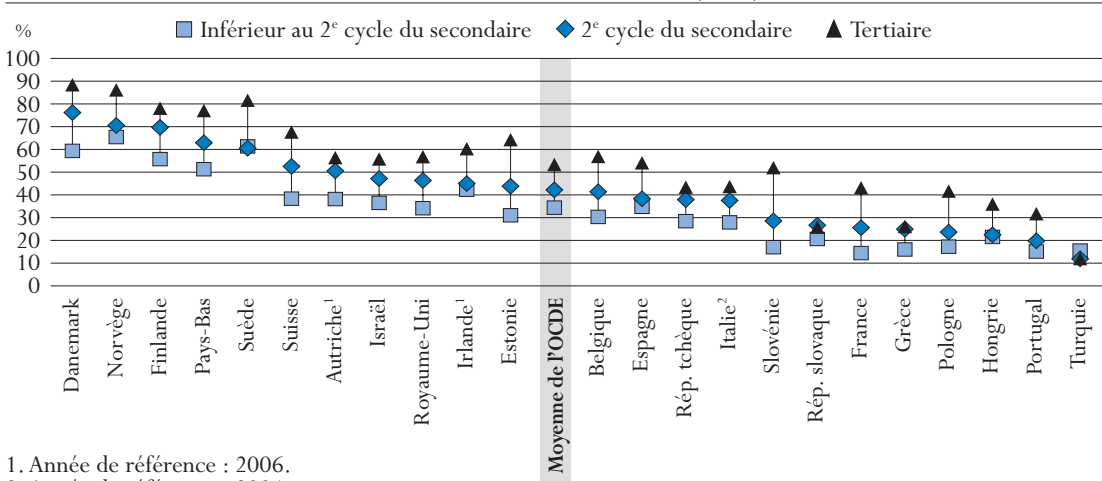
2. Année de référence : 2006.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la proportion d'adultes diplômés de l'enseignement secondaire exprimant un intérêt pour la politique.

Source : OCDE, Tableau A9.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

Graphique A9.3. Proportion d'adultes exprimant de la confiance interpersonnelle, selon le niveau de formation (2008)



1. Année de référence : 2006.

2. Année de référence : 2004.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la proportion d'adultes diplômés de l'enseignement secondaire exprimant de la confiance interpersonnelle.

Source : OCDE, Tableau A9.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

A9

Dans la littérature, des éléments empiriques confirment l'existence de corrélations positives entre le niveau de formation et l'état de santé, d'une part, et l'engagement civique et social, d'autre part (OCDE, 2007 ; OCDE, 2010). Les graphiques A9.1, A9.2 et A9.3 montrent d'ailleurs que dans l'ensemble, la relation entre le niveau de formation et la perception de l'état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle est positive dans un grand nombre de pays.

On peut se demander, par exemple, si la corrélation positive entre le niveau de formation et la perception de l'état de santé ne dépend pas en grande partie de l'âge, ce qui serait le cas si les individus plus jeunes étaient plus nombreux à s'estimer en bonne santé et à avoir un niveau de formation plus élevé que leurs aînés (voir le tableau A1.3a). De la même façon, on peut se demander si le lien entre le niveau de formation et la confiance interpersonnelle ne dépend pas en grande partie des différences entre les sexes : cette influence serait établie si les femmes avaient une plus grande confiance interpersonnelle et un niveau de formation plus élevé que les hommes (comme c'est le cas au Canada et en Norvège, par exemple) (voir les tableaux A1.3b et A1.3c disponibles en ligne). Les tableaux A9.4, A9.5 et A9.6 proposent des estimations dérivées de régressions après contrôle de l'âge et du sexe pour montrer l'ampleur de l'effet des différences entre les sexes et entre les groupes d'âge. Il en ressort que dans l'ensemble, le niveau de formation et les retombées sociales à l'étude ici restent fortement corrélés, même après contrôle de l'âge et du sexe.

Le revenu est-il un facteur déterminant de la relation entre le niveau de formation et les retombées sociales ? Les tableaux A9.4, A9.5 et A9.6 montrent que dans l'ensemble, la corrélation perd de son intensité une fois le revenu des ménages contrôlé, ce qui suggère un impact indirect de l'éducation au travers du revenu. Les mêmes tableaux montrent aussi que le niveau de formation et les retombées sociales restent corrélés lorsque la comparaison porte sur des catégories de revenu équivalentes, une observation cohérente avec l'impact direct de l'éducation (les compétences cognitives et socio-émotionnelles) sur les retombées sociales.

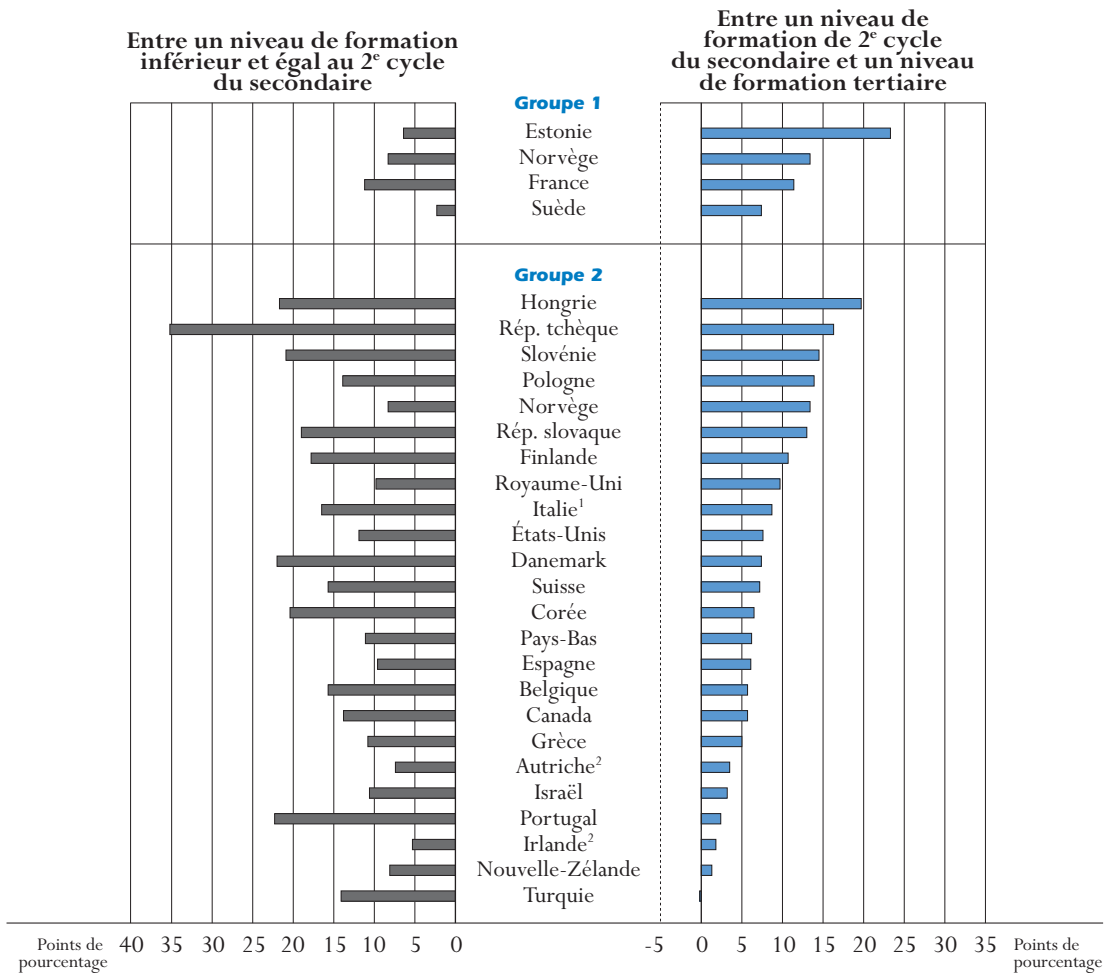
Variation incrémentale des retombées sociales sous l'effet de l'élévation du niveau de formation

Les responsables politiques, les chefs d'établissement et les enseignants cherchent à mieux comprendre les caractéristiques de l'éducation (le contenu des programmes de cours, les pratiques pédagogiques et le cadre scolaire, par exemple) qui influent sur la santé et l'engagement civique et social. Les indicateurs proposés ici ne peuvent répondre à toutes les questions qu'ils se posent, certes, mais les graphiques A9.1 à A9.6 donnent des indications sur les niveaux de formation qui sont les plus corrélés aux retombées sociales, ce qui permet de mieux cerner les expériences d'apprentissage et/ou les compétences les plus importantes à comprendre.

Concernant la perception de l'état de santé, les graphiques A9.1 et A9.4 montrent que dans l'ensemble, les différences incrémentales sont plus importantes et plus uniformes lors du passage au niveau de formation égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire (à partir d'un niveau de formation inférieur) que lors du passage au niveau de formation égal à l'enseignement tertiaire (à partir d'un niveau de formation égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

Cette page a fait l'objet d'un corrigendum. Voir : <http://www.oecd.org/dataoecd/43/34/46132046.pdf>

Graphique A9.4. Différences incrémentales dans la perception d'un bon état de santé liées à une élévation du niveau de formation (2008)



1. Année de référence : 2004

2. Année de référence : 2006.

Les pays sont regroupés entre ceux où les différences incrémentales dans la perception d'un bon état de santé augmentent avec l'élévation du niveau de formation (groupe 1) et les autres (groupe 2). Les pays sont classés par ordre décroissant des différences incrémentales dans la perception de l'état de santé liées au passage d'un niveau de formation de 2^e cycle du secondaire à un niveau de formation tertiaire.

Source : OCDE. Tableau A9.4. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).

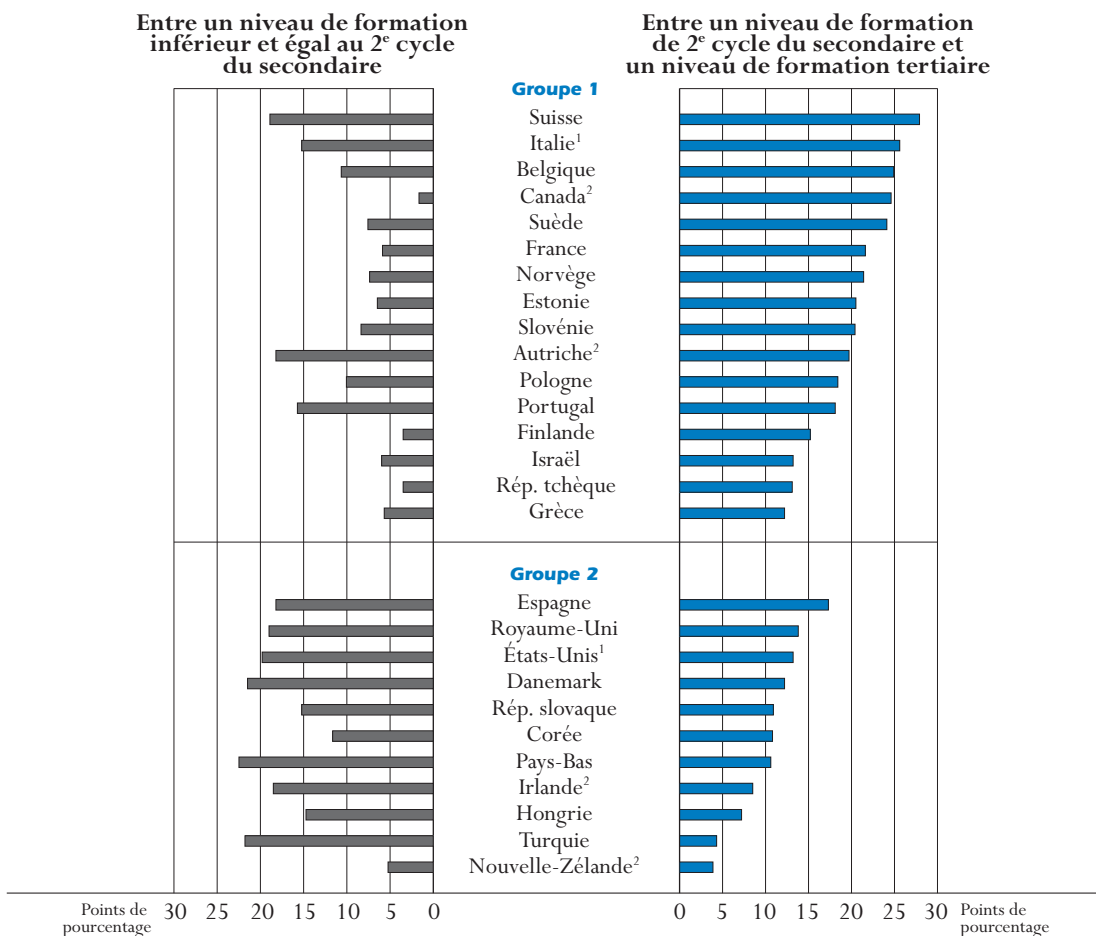
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

En République tchèque par exemple, la probabilité qu'ont les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire de s'estimer en bonne santé est supérieure de 36 points de pourcentage à celle des individus dont le niveau de formation est inférieur. Toutefois, leur probabilité n'est inférieure que de 16 points de pourcentage à celle des diplômés de l'enseignement tertiaire. Cette progression donne à penser que l'expérience d'apprentissage vécue dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire peut être particulièrement déterminante pour améliorer les retombées en rapport avec la santé, quels que soient le sexe et l'âge (voir le tableau A9.4).

A9

Concernant l'intérêt pour la politique, les graphiques A9.2 et A9.5 montrent que dans l'ensemble, les différences incrémentales sont plus importantes et plus uniformes aux niveaux de formation supérieurs qu'aux niveaux inférieurs. Au Canada par exemple, la probabilité qu'ont les diplômés de l'enseignement tertiaire de s'intéresser à la politique est supérieure de 25 points de pourcentage à celle des diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Cette probabilité n'augmente que de 2 points de pourcentage entre les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et ceux dont le niveau de formation est inférieur. Ce constat donne à penser que l'expérience d'apprentissage vécue dans l'enseignement tertiaire peut être particulièrement importante pour éveiller l'intérêt pour la politique, quels que soient le sexe et l'âge (voir le tableau A9.5).

Graphique A9.5. Différences incrémentales dans l'intérêt pour la politique liées à une élévation du niveau de formation (2008)



1. Année de référence : 2004.

2. Année de référence : 2006.

Les pays sont regroupés entre ceux où les différences incrémentales dans l'intérêt pour la politique augmentent avec le niveau de formation (groupe 1) et les autres (groupe 2). Les pays sont classés par ordre décroissant des différences incrémentales dans l'intérêt pour la politique liées au passage d'un niveau de formation de 2° cycle du secondaire à un niveau de formation tertiaire.

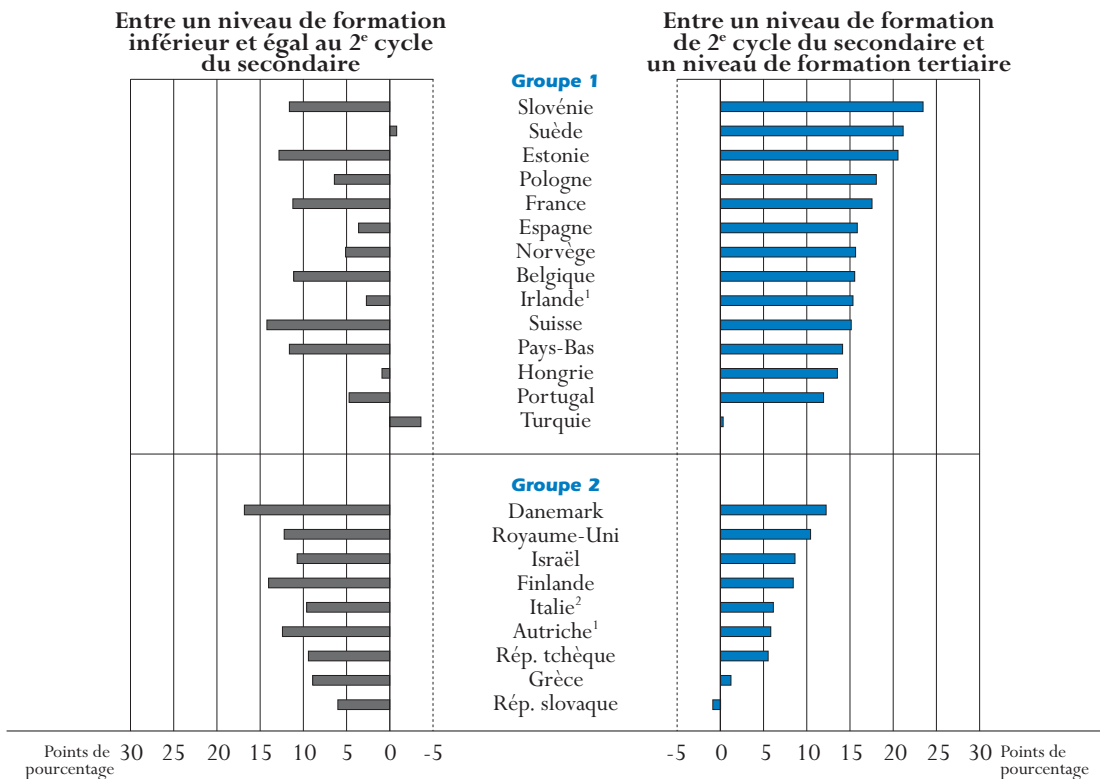
Source : OCDE. Tableau A9.5. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

Concernant la confiance interpersonnelle, les graphiques A9.3 et A9.6 montrent que dans l'ensemble, les différences incrémentales sont comparables entre les niveaux de formation.

Les différences incrémentales corrigées en fonction du revenu indiquent l'impact direct de l'éducation sur les retombées sociales, dans la mesure où le choix individuel du lieu de résidence et de la profession est corrélé au revenu. Les tableaux A9.4, A9.5 et A9.6 montrent que le contrôle du revenu ne fait varier les différences incrémentales que dans une très faible mesure, ce qui donne à penser que ce que les enfants apprennent à l'école peut avoir un impact direct sur ces retombées sociales.

Graphique A9.6. Différences incrémentales dans la confiance interpersonnelle liées à une élévation du niveau de formation (2008)




1. Année de référence : 2006.

2. Année de référence : 2004.

Les pays sont regroupés entre ceux où les différences incrémentales dans la confiance interpersonnelle augmentent avec le niveau de formation (groupe 1) et les autres (groupe 2). Les pays sont classés par ordre décroissant des différences incrémentales dans la confiance interpersonnelle liées au passage d'un niveau de formation de 2^e cycle du secondaire à un niveau de formation tertiaire.

Source : OCDE. Tableau A9.6. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

Définitions et méthodologie

Cet indicateur se base sur les travaux du Réseau de l'INES chargé d'élaborer des données relatives aux retombées de l'enseignement sur l'économie, le marché du travail et la société en collaboration avec le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI).

A9

La méthodologie retenue est basée sur les travaux menés dans le cadre du projet du CERI « Les retombées sociales de l'éducation » (OCDE, 2007 ; OCDE, à paraître). L'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010) donne des précisions sur le mode de calcul des différences incrémentales, appelées « effets marginaux » dans l'édition de 2009 de *Regards sur l'éducation*.

Les indicateurs ont été calculés sur la base de microdonnées provenant de l'Enquête sociale européenne (ESS) de 2004, de 2006 et de 2008, du Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) de 2006, de l'Enquête sociale générale (GSS) de 2008 (au Canada et en Nouvelle-Zélande), de l'enquête Social Capital Survey for Korea (KEDI) de 2008 (en Corée) et de l'enquête National Health Interview Survey (NHIS) de 2008 (aux États-Unis). Ces enquêtes ont été retenues pour plusieurs raisons :

- *Représentativité* : les enquêtes ont été sélectionnées selon un critère important, en l'occurrence le nombre de pays concernés, pour pouvoir présenter les résultats d'un grand nombre de pays de l'OCDE.
- *Comparabilité des variables relatives aux retombées sociales* : les enquêtes ont été sélectionnées compte tenu de la comparabilité des variables relatives à la perception de l'état de santé, à l'intérêt pour la politique et à la confiance interpersonnelle.
- *Comparabilité des variables relatives au niveau de formation* : le principe général a été d'utiliser à propos de la répartition de la population par niveau de formation les microdonnées qui ne s'écartent pas de plus de 10 points de pourcentage des données publiées dans les éditions précédentes de *Regards sur l'éducation* pour des années comparables. Il y a quelques exceptions dans certains pays, mais elles ont été recommandées par leur représentant national au sein du groupe de travail INES et/ou du Réseau de l'INES chargé d'élaborer des données relatives aux retombées de l'enseignement sur l'économie, le marché du travail et la société [Autriche (ESS), Canada (ISSP), Danemark (ESS), Grèce (ESS), Israël (ESS), Nouvelle-Zélande (ISSP), Pologne (ESS), Royaume-Uni (ESS), Slovénie (ESS) et Suède (ESS)].
- *Âge* : les enquêtes retenues ont été administrées aux adultes âgés de 25 à 64 ans.
- *Taille de l'échantillon* : les enquêtes retenues ont été administrées dans un échantillon de 1 000 sujets au minimum.

Les indicateurs de la perception de l'état de santé sont dérivés des pourcentages d'adultes qui s'estiment au minimum « en bonne santé ». Ces pourcentages proviennent des résultats de l'enquête ESS de 2004, de 2006 et de 2008, de l'enquête KEDI de 2008 (en Corée), de l'enquête GSS de 2008 (au Canada et en Nouvelle-Zélande) et de l'enquête NHIS de 2008 (aux États-Unis), en l'occurrence des réponses aux questions suivantes (les options de réponse indiquées en gras sont celles qui ont été retenues dans les pourcentages).

Enquête ESS (2004, 2006, 2008), Enquête KEDI (Corée - 2008)	En général, diriez-vous que votre santé est excellente, bonne , passable, mauvaise ou très mauvaise ?
Enquête GSS (Canada - 2008)	En général, diriez-vous que votre santé est excellente, très bonne , moyenne, mauvaise ?
Enquête GSS (Nouvelle-Zélande - 2008)	En général, diriez-vous que votre santé est excellente, très bonne , moyenne, mauvaise ?
Enquête NHIS (États-Unis - 2008)	En général, diriez-vous que votre santé est excellente, très bonne, bonne , moyenne, mauvaise ?

Les indicateurs de l'intérêt pour la politique sont dérivés des pourcentages d'adultes qui déclarent s'intéresser d'assez près à la politique. Ces pourcentages proviennent des résultats de l'enquête ESS de 2004, de 2006 et de 2008, de l'enquête KEDI de 2008 (Corée) et de l'enquête ISSP de 2006, en l'occurrence des réponses aux questions suivantes (les options de réponse indiquées en gras sont celles qui ont été retenues dans les pourcentages).

<p>Enquête ESS (2004, 2006 et 2008), Enquête KEDI (Corée – 2008)</p>	<p>Quel intérêt portez-vous à la politique ? Un très grand intérêt, un grand intérêt, peu d'intérêt, pas d'intérêt du tout.</p>
<p>Enquête ISSP (2004, 2006)</p>	<p>Quel intérêt portez-vous personnellement à la politique ? Un très grand intérêt, un grand intérêt, un certain intérêt, pas beaucoup d'intérêt, pas d'intérêt du tout.</p>

Les indicateurs de la confiance interpersonnelle sont dérivés des pourcentages d'adultes qui estiment qu'on peut faire confiance à la plupart des gens. Ces pourcentages proviennent des résultats de l'enquête ESS de 2004, de 2006 et de 2008, en l'occurrence des réponses à la question suivante (les options de réponse indiquées en gras sont celles qui ont été retenues dans les pourcentages).

<p>Enquête ESS (2004, 2006 et 2008)</p>	<p>D'une manière générale, pensez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ? Échelle de 0 à 10, 0 = « On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres » et 10 = « On peut faire confiance à la plupart des gens ». Les réponses de 6 à 10 sont codées dans la catégorie de la confiance interpersonnelle.</p>
---	---

La variable niveau de formation de chaque source de données a été transposée en variable niveau de formation CITE 3 (niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire, niveau de formation égal au deuxième cycle du secondaire et niveau de formation tertiaire). La catégorie « Niveau de formation égal au deuxième cycle du secondaire » comprend les diplômés de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (CITE 4).

Autres références

OCDE (2007), *Comprendre l'impact social de l'éducation*, Éditions de l'OCDE.

OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions de l'OCDE.

OCDE (à paraître), *Improving Health and Social Cohesion through Education*, Éditions de l'OCDE.

A9

Tableau A9.1.

Proportion d'adultes s'estimant en bonne santé, selon le niveau de formation

	Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	2 ^e cycle du secondaire	Tertiaire	Source des données	
Pays membres de l'OCDE	Autriche	0.78	0.86	0.89	ESS 2006
	Belgique	0.64	0.80	0.85	ESS 2008
	Canada	0.71	0.85	0.90	GSS 2008
	Rép. tchèque	0.30	0.66	0.82	ESS 2008
	Danemark	0.57	0.79	0.87	ESS 2008
	Finlande	0.51	0.68	0.79	ESS 2008
	France	0.55	0.66	0.78	ESS 2008
	Grèce	0.79	0.89	0.94	ESS 2008
	Hongrie	0.34	0.56	0.75	ESS 2008
	Irlande	0.81	0.87	0.88	ESS 2006
	Italie	0.54	0.71	0.80	ESS 2004
	Corée	0.33	0.54	0.60	KEDI 2008
	Pays-Bas	0.69	0.80	0.87	ESS 2008
	Nouvelle-Zélande	0.82	0.91	0.92	GSS 2008
	Norvège	0.65	0.73	0.87	ESS 2008
	Pologne	0.50	0.64	0.78	ESS 2008
	Portugal	0.51	0.73	0.75	ESS 2008
	Rép. slovaque	0.42	0.61	0.74	ESS 2008
	Espagne	0.69	0.78	0.85	ESS 2008
	Suède	0.77	0.79	0.86	ESS 2008
Suisse	0.69	0.85	0.92	ESS 2008	
Turquie	0.65	0.79	0.79	ESS 2008	
Royaume-Uni	0.66	0.76	0.86	ESS 2008	
États-Unis	0.75	0.87	0.95	NHIS 2008	
	Moyenne de l'OCDE	0.61	0.76	0.83	
	Moyenne de l'UE	0.57	0.72	0.82	
Pays partenaires	Estonie	0.38	0.44	0.68	ESS 2008
	Israël	0.67	0.78	0.81	ESS 2008
	Slovénie	0.44	0.65	0.80	ESS 2008

Remarques : les chiffres présentés dans la colonne « Inférieur au 2^e cycle du secondaire » correspondent à la proportion d'adultes dont le niveau de formation est inférieur au 2^e cycle du secondaire s'estimant en bonne santé. De même, les chiffres présentés dans la colonne « 2^e cycle du secondaire » et « Tertiaire » correspondent à la proportion d'adultes diplômés de l'enseignement secondaire et de l'enseignement tertiaire s'estimant en bonne santé.

Source : Enquête sociale européenne (ESS) de 2004, 2006 et 2008 ; Enquête sociale générale (GSS) pour le Canada et la Nouvelle-Zélande ; Korean Social Capital Survey 2008, KEDI, pour la Corée ; National Health Interview Survey (NHIS) pour les États-Unis. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

Tableau A9.2.
Proportion d'adultes exprimant un intérêt pour la politique, selon le niveau de formation

	Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	2 ^e cycle du secondaire	Tertiaire	Source des données	
Pays membres de l'OCDE	Autriche	0.45	0.63	0.83	ESS 2006
	Belgique	0.34	0.45	0.69	ESS 2008
	Canada	0.26	0.28	0.53	ISSP 2006
	Rép. tchèque	0.13	0.16	0.29	ESS 2008
	Danemark	0.50	0.72	0.84	ESS 2008
	Finlande	0.41	0.44	0.59	ESS 2008
	France	0.41	0.47	0.69	ESS 2008
	Grèce	0.26	0.32	0.44	ESS 2008
	Hongrie	0.28	0.43	0.50	ESS 2008
	Irlande	0.33	0.51	0.60	ESS 2006
	Italie	0.27	0.42	0.67	ESS 2004
	Corée	0.29	0.41	0.52	KEDI 2008
	Pays-Bas	0.50	0.73	0.83	ESS 2008
	Nouvelle-Zélande	0.40	0.45	0.49	ISSP 2006
	Norvège	0.35	0.42	0.63	ESS 2008
	Pologne	0.36	0.46	0.64	ESS 2008
	Portugal	0.24	0.40	0.58	ESS 2008
	Rép. slovaque	0.27	0.42	0.53	ESS 2008
	Espagne	0.18	0.36	0.53	ESS 2008
	Suède	0.42	0.50	0.74	ESS 2008
Suisse	0.33	0.52	0.80	ESS 2008	
Turquie	0.39	0.61	0.65	ESS 2008	
Royaume-Uni	0.40	0.59	0.73	ESS 2008	
États-Unis	0.46	0.66	0.79	ISSP 2004	
<i>Moyenne de l'OCDE</i>	<i>0.34</i>	<i>0.47</i>	<i>0.63</i>		
<i>Moyenne de l'UE</i>	<i>0.34</i>	<i>0.47</i>	<i>0.63</i>		
Pays partenaires	Estonie	0.34	0.41	0.61	ESS 2008
	Israël	0.41	0.47	0.60	ESS 2008
	Slovénie	0.42	0.50	0.71	ESS 2008

Remarques : les chiffres présentés dans la colonne « Inférieur au 2^e cycle du secondaire » correspondent à la proportion d'adultes dont le niveau de formation est inférieur au 2^e cycle du secondaire exprimant un intérêt pour la politique. De même, les chiffres présentés dans la colonne « 2^e cycle du secondaire » et « Tertiaire » correspondent à la proportion d'adultes diplômés de l'enseignement secondaire et de l'enseignement tertiaire exprimant un intérêt pour la politique.

Source : Enquête sociale européenne (ESS) de 2004, 2006 et 2008 ; Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) de 2004 et 2006 ; Korean Social Capital Survey 2008, KEDI. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

A9

Tableau A9.3.

Proportion d'adultes exprimant de la confiance interpersonnelle, selon le niveau de formation

	Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	2 ^e cycle du secondaire	Tertiaire	Source des données	
Pays membres de l'OCDE	Autriche	0.38	0.51	0.56	ESS 2006
	Belgique	0.30	0.41	0.57	ESS 2008
	Rép. tchèque	0.28	0.38	0.43	ESS 2008
	Danemark	0.59	0.76	0.88	ESS 2008
	Finlande	0.56	0.70	0.78	ESS 2008
	France	0.14	0.26	0.43	ESS 2008
	Grèce	0.16	0.25	0.26	ESS 2008
	Hongrie	0.22	0.22	0.36	ESS 2008
	Irlande	0.42	0.45	0.60	ESS 2006
	Italie	0.28	0.38	0.44	ESS 2004
	Pays-Bas	0.51	0.63	0.77	ESS 2008
	Norvège	0.65	0.71	0.86	ESS 2008
	Pologne	0.17	0.24	0.42	ESS 2008
	Portugal	0.15	0.20	0.32	ESS 2008
	Rép. slovaque	0.21	0.27	0.26	ESS 2008
	Espagne	0.35	0.38	0.54	ESS 2008
	Suède	0.61	0.60	0.82	ESS 2008
	Suisse	0.38	0.53	0.68	ESS 2008
	Turquie	0.16	0.12	0.12	ESS 2008
	Royaume-Uni	0.34	0.46	0.57	ESS 2008
	<i>Moyenne de l'OCDE</i>	<i>0.34</i>	<i>0.42</i>	<i>0.53</i>	
	<i>Moyenne de l'UE</i>	<i>0.32</i>	<i>0.41</i>	<i>0.54</i>	
Pays partenaires	Estonie	0.31	0.44	0.64	ESS 2008
	Israël	0.36	0.47	0.56	ESS 2008
	Slovénie	0.17	0.29	0.52	ESS 2008

Remarques : les chiffres présentés dans la colonne « Inférieur au 2^e cycle du secondaire » correspondent à la proportion d'adultes dont le niveau de formation est inférieur au 2^e cycle du secondaire exprimant de la confiance interpersonnelle. De même, les chiffres présentés dans la colonne « 2^e cycle du secondaire » et « Tertiaire » correspondent à la proportion d'adultes diplômés de l'enseignement secondaire et de l'enseignement tertiaire exprimant de la confiance interpersonnelle.

Source : Enquête sociale européenne (ESS) de 2004, 2006 et 2008. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

Tableau A9.4.
Différences incrémentales dans la perception d'un bon état de santé liées à une élévation
du niveau de formation (avec et sans contrôle de l'âge, du sexe et du revenu)

	Différence de résultat entre un niveau de formation inférieur et égal au 2 ^e cycle du secondaire			Différence de résultat entre un niveau de formation de 2 ^e cycle du secondaire et un niveau de formation tertiaire			Source des données
	Pas de contrôle	Contrôles de l'âge et du sexe	Contrôles de l'âge, du sexe et du revenu	Pas de contrôle	Contrôles de l'âge et du sexe	Contrôles de l'âge, du sexe et du revenu	
Pays membres de l'OCDE							
Autriche	0.07	0.06	0.05	0.04	0.04	0.04	ESS 2006
Belgique	0.16	0.12	0.09	0.06	0.06	0.05	ESS 2008
Canada	0.14	0.13	0.11	0.06	0.05	0.03	GSS 2008
Rép. tchèque	0.36	0.27	0.24	0.16	0.17	0.16	ESS 2008
Danemark	0.22	0.20	0.17	0.07	0.06	0.04	ESS 2008
Finlande	0.18	0.07	0.07	0.11	0.09	0.06	ESS 2008
France	0.11	0.09	0.06	0.11	0.09	0.06	ESS 2008
Grèce	0.11	0.06	0.04	0.05	0.04	0.02	ESS 2008
Hongrie	0.22	0.17	0.13	0.20	0.15	0.10	ESS 2008
Irlande	0.05	0.04	0.02	0.02	0.02	0.01	ESS 2006
Italie	0.17	0.11	0.08	0.09	0.06	0.07	ESS 2004
Corée	0.20	0.14	0.14	0.07	0.04	0.03	KEDI 2008
Pays-Bas	0.11	0.09	0.06	0.06	0.06	0.05	ESS 2008
Nouvelle-Zélande	0.08	0.07	0.06	0.01	0.02	0.01	GSS 2008
Norvège	0.08	0.10	0.07	0.13	0.11	0.09	ESS 2008
Pologne	0.14	0.12	0.09	0.14	0.08	0.06	ESS 2008
Portugal	0.22	0.11	0.10	0.02	0.04	0.02	ESS 2008
Rép. slovaque	0.19	0.10	0.10	0.13	0.09	0.09	ESS 2008
Espagne	0.10	0.03	0.03	0.06	0.07	0.08	ESS 2008
Suède	0.02	-0.03	-0.03	0.07	0.08	0.05	ESS 2008
Suisse	0.16	0.15	0.13	0.07	0.07	0.05	ESS 2008
Turquie	0.14	0.08	0.05	0.00	-0.03	-0.07	ESS 2008
Royaume-Uni	0.10	0.09	0.05	0.10	0.09	0.07	ESS 2008
États-Unis	0.12	0.12	0.08	0.08	0.07	0.04	NHIS 2008
<i>Moyenne de l'OCDE</i>	<i>0.14</i>	<i>0.10</i>	<i>0.08</i>	<i>0.08</i>	<i>0.07</i>	<i>0.05</i>	
<i>Moyenne de l'UE</i>	<i>0.15</i>	<i>0.10</i>	<i>0.08</i>	<i>0.10</i>	<i>0.09</i>	<i>0.07</i>	
Pays partenaires							
Estonie	0.06	0.06	0.03	0.23	0.21	0.16	ESS 2008
Israël	0.11	0.07	0.04	0.03	0.03	0.01	ESS 2008
Slovénie	0.21	0.16	0.14	0.15	0.13	0.11	ESS 2008

Remarque : les données dans les cellules grisées sont statistiquement significatives et différentes de zéro à un niveau de confiance de 95 %. Les calculs sont fondés sur des régressions linéaires. Les modèles non linéaires (méthodes Probit) produisent des résultats similaires.

Source : Enquête sociale européenne (ESS) de 2004, 2006 et 2008 ; Enquête sociale générale (GSS) pour le Canada et la Nouvelle-Zélande ; Korean Social Capital Survey 2008, KEDI, pour la Corée ; National Health Interview Survey (NHIS) pour les États-Unis. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

Tableau A9.5.

Différences incrémentales dans l'intérêt pour la politique liées à une élévation du niveau de formation (avec et sans contrôle de l'âge, du sexe et du revenu)

	Différence de résultat entre un niveau de formation inférieur et égal au 2 ^e cycle du secondaire			Différence de résultat entre un niveau de formation de 2 ^e cycle du secondaire et un niveau de formation tertiaire			Source des données
	Pas de contrôle	Contrôles de l'âge et du sexe	Contrôles de l'âge, du sexe et du revenu	Pas de contrôle	Contrôles de l'âge et du sexe	Contrôles de l'âge, du sexe et du revenu	
Pays membres de l'OCDE							
Autriche	0.18	0.21	0.21	0.20	0.17	0.17	ESS 2006
Belgique	0.11	0.15	0.13	0.25	0.28	0.24	ESS 2008
Canada	0.02	0.05	0.05	0.25	0.25	0.26	ISSP 2006
Rép. tchèque	0.04	0.04	0.03	0.13	0.13	0.12	ESS 2008
Danemark	0.22	0.21	0.20	0.12	0.15	0.14	ESS 2008
Finlande	0.04	0.09	0.09	0.15	0.17	0.15	ESS 2008
France	0.06	0.08	0.06	0.22	0.25	0.23	ESS 2008
Grèce	0.06	0.12	0.11	0.12	0.13	0.12	ESS 2008
Hongrie	0.15	0.14	0.14	0.07	0.10	0.10	ESS 2008
Irlande	0.19	0.25	0.24	0.09	0.10	0.10	ESS 2006
Italie	0.15	0.17	0.17	0.26	0.25	0.24	ESS 2004
Corée	0.12	0.13	0.12	0.11	0.11	0.11	KEDI 2008
Pays-Bas	0.23	0.24	0.19	0.11	0.10	0.06	ESS 2008
Nouvelle-Zélande	0.05	0.07	0.05	0.04	0.08	0.07	ISSP 2006
Norvège	0.07	0.05	0.06	0.21	0.27	0.26	ESS 2008
Pologne	0.10	0.16	0.14	0.18	0.21	0.19	ESS 2008
Portugal	0.16	0.17	0.17	0.18	0.20	0.20	ESS 2008
Rép. slovaque	0.15	0.16	0.16	0.11	0.14	0.14	ESS 2008
Espagne	0.18	0.22	0.22	0.17	0.17	0.16	ESS 2008
Suède	0.08	0.15	0.16	0.24	0.27	0.26	ESS 2008
Suisse	0.19	0.20	0.18	0.28	0.26	0.23	ESS 2008
Turquie	0.22	0.18	0.15	0.04	0.02	-0.01	ESS 2008
Royaume-Uni	0.19	0.19	0.18	0.14	0.16	0.14	ESS 2008
États-Unis	0.20	0.23	0.21	0.13	0.13	0.11	ISSP 2004
<i>Moyenne de l'OCDE</i>	<i>0.13</i>	<i>0.15</i>	<i>0.14</i>	<i>0.16</i>	<i>0.17</i>	<i>0.16</i>	
<i>Moyenne de l'UE</i>	<i>0.13</i>	<i>0.16</i>	<i>0.14</i>	<i>0.17</i>	<i>0.18</i>	<i>0.16</i>	
Pays partenaires							
Estonie	0.07	0.08	0.06	0.21	0.22	0.20	ESS 2008
Israël	0.06	0.10	0.07	0.13	0.13	0.12	ESS 2008
Slovénie	0.08	0.13	0.09	0.20	0.21	0.17	ESS 2008

Remarque : les données dans les cellules grisées sont statistiquement significatives et différentes de zéro à un niveau de confiance de 95 %. Les calculs sont fondés sur des régressions linéaires. Les modèles non linéaires (méthodes Probit) produisent des résultats similaires.

Source : Enquête sociale européenne (ESS) de 2004, 2006 et 2008 ; Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) de 2004 et 2006 ; Korean Social Capital Survey 2008, KEDI. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>

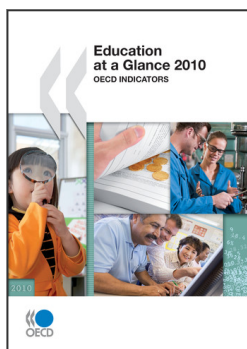
Tableau A9.6.
Différences incrémentales dans la confiance interpersonnelle liées à une élévation du niveau de formation (avec et sans contrôle de l'âge, du sexe et du revenu)

	Différence de résultat entre un niveau de formation inférieur et égal au 2 ^e cycle du secondaire			Différence de résultat entre un niveau de formation de 2 ^e cycle du secondaire et un niveau de formation tertiaire			Source des données
	Pas de contrôle	Contrôles de l'âge et du sexe	Contrôles de l'âge, du sexe et du revenu	Pas de contrôle	Contrôles de l'âge et du sexe	Contrôles de l'âge, du sexe et du revenu	
Pays membres de l'OCDE							
Autriche	0.12	0.12	0.11	0.06	0.06	0.05	ESS 2006
Belgique	0.11	0.12	0.11	0.16	0.17	0.15	ESS 2008
Rép. tchèque	0.09	0.09	0.08	0.06	0.06	0.06	ESS 2008
Danemark	0.17	0.17	0.16	0.12	0.12	0.12	ESS 2008
Finlande	0.14	0.13	0.13	0.08	0.08	0.05	ESS 2008
France	0.11	0.12	0.11	0.18	0.19	0.16	ESS 2008
Grèce	0.09	0.09	0.09	0.01	0.01	0.01	ESS 2008
Hongrie	0.01	0.01	-0.01	0.14	0.12	0.13	ESS 2008
Irlande	0.03	0.06	0.05	0.15	0.17	0.17	ESS 2006
Italie	0.10	0.09	0.07	0.06	0.06	0.06	ESS 2004
Pays-Bas	0.12	0.12	0.10	0.14	0.14	0.14	ESS 2008
Norvège	0.05	0.05	0.03	0.16	0.16	0.13	ESS 2008
Pologne	0.06	0.07	0.05	0.18	0.18	0.16	ESS 2008
Portugal	0.05	0.06	0.06	0.12	0.12	0.12	ESS 2008
Rép. slovaque	0.06	0.08	0.08	-0.01	-0.01	-0.01	ESS 2008
Espagne	0.04	0.04	0.04	0.16	0.16	0.15	ESS 2008
Suède	-0.01	-0.01	-0.01	0.21	0.22	0.22	ESS 2008
Suisse	0.14	0.15	0.14	0.15	0.16	0.13	ESS 2008
Turquie	-0.04	-0.03	-0.02	0.00	0.01	0.03	ESS 2008
Royaume-Uni	0.12	0.13	0.10	0.10	0.11	0.10	ESS 2008
<i>Moyenne de l'OCDE</i>	<i>0.08</i>	<i>0.08</i>	<i>0.07</i>	<i>0.11</i>	<i>0.11</i>	<i>0.11</i>	
<i>Moyenne de l'UE</i>	<i>0.09</i>	<i>0.09</i>	<i>0.08</i>	<i>0.12</i>	<i>0.13</i>	<i>0.12</i>	
Pays partenaires							
Estonie	0.13	0.13	0.11	0.21	0.21	0.20	ESS 2008
Israël	0.11	0.11	0.09	0.09	0.09	0.07	ESS 2008
Slovénie	0.12	0.13	0.12	0.23	0.23	0.23	ESS 2008

Remarque : les données dans les cellules grisées sont statistiquement significatives et différentes de zéro à un niveau de confiance de 95 %. Les calculs sont fondés sur des régressions linéaires. Les modèles non linéaires (méthodes Probit) produisent des résultats similaires.

Source : Enquête sociale européenne (ESS) de 2004, 2006 et 2008. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2010).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>



Extrait de :
Education at a Glance 2010
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Quelles sont les retombées sociales de l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2010 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2010-13-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.